



HAL
open science

Relations sociales en milieu rural chinois De chef de village à plaignant : le cas de Wu Boliang

Catherine Capdeville

► **To cite this version:**

Catherine Capdeville. Relations sociales en milieu rural chinois De chef de village à plaignant : le cas de Wu Boliang. Perspectives chinoises, 2017, 2, pp.63-72. hal-02441236

HAL Id: hal-02441236

<https://hal.science/hal-02441236>

Submitted on 17 Jan 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Relations sociales en milieu rural chinois

De chef de village à plaignant : le cas de Wu Boliang

CATHERINE CAPDEVILLE-ZENG

RÉSUMÉ : L'affaire de Wu Boliang, qui a été relayée par les médias chinois il y a quelques années, est symptomatique de la complexité de la situation socio-politique du monde rural chinois. En 1993 et 1997, Wu Boliang, l'un des premiers entrepreneurs de son village à avoir développé la culture de la mandarine, obtient plusieurs vergers en « système de responsabilité » qu'il doit faire fructifier avec l'aide du canton. Mais celui-ci ne lui transfère pas à temps les financements nécessaires, l'incitant à emprunter en son nom personnel, pour faire face aux échéances des salaires des ouvriers agricoles et de l'achat de pesticides, d'engrais, etc. Les années passent, la dette s'accumule, le canton ne rembourse toujours pas, forçant Wu Boliang à engager un procès contre le canton. Mais bien qu'il ait immédiatement gagné ce procès, les sommes dues ne lui sont toujours pas remboursées, et il n'a d'autre choix que de devenir un plaignant. En 2014, vingt ans après le début du contrat, l'affaire est enfin dénouée. L'analyse en profondeur de ce cas particulier, observé sur une période d'une dizaine d'années, permet de détailler l'intrication des différents rouages, de montrer leur organisation à l'intérieur d'une pyramide hiérarchique organisant la société chinoise, et d'étudier les modes d'action des agents – individus et institutions.

MOTS-CLÉS : Chine, société rurale, famille, procès, dette, *min* (peuple), *guan* (sphère officielle).

Introduction

Le 23 juin 2010, le quotidien *Journal chinois de la jeunesse* publie un long article intitulé « Comment une famille paysanne a été acculée à la faillite »⁽¹⁾ de Jin Yongquan, accompagné de plusieurs photographies, détaillant « l'affaire Wu Boliang », où l'on lit notamment que :

De 1993 à 1997, Wu Boliang a signé un contrat de responsabilité avec le gouvernement du canton de Sanxi pour développer des vergers de mandarines. Parce que le gouvernement du canton n'honore pas ses engagements financiers prévus dans le contrat, et après négociation, Wu Boliang, en tant que partie contractuelle, et au nom des signataires du contrat de responsabilité, emprunte, à la coopérative locale de crédit [*xinyongshe* 信用社]⁽²⁾ et à des particuliers, une somme d'argent pour payer à la place du gouvernement du canton les salaires des ouvriers paysans, les matériaux de construction nécessaires et autres dépenses, pour un montant total de plus de 640 000 yuans.

Plus loin :

Dès que le contrat a été terminé, le gouvernement du canton a changé de visage !

Et :

Les demandes de remboursement de Wu Boliang restant sans effet, le 14 janvier 2000, Wu Boliang dépose une plainte contre le gouvernement du canton de Sanxi au tribunal de la municipalité de Fuzhou,

qui devient la première occurrence dans cette région montagneuse d'un procès d'un « homme du peuple » [*min* 民] contre le niveau de la « sphère officielle » [*guan* 官] et cela fit beaucoup de bruit.

Wu Boliang, paysan de son état, chef de son village pendant de longues années, est un personnage remarquable, qui a eu, le premier dans sa localité, le courage ou l'inconscience d'intenter un procès pour réclamer le remboursement des frais engagés dans l'investissement de vergers appartenant au canton, qu'il avait obtenu par un contrat « de responsabilité » (*chengbao* 承包)⁽³⁾. Ce procès, engagé en 2000, et que Wu Boliang gagna immédiatement, ne fut cependant pas suivi de résultat, les sommes empruntées ne lui furent pas remboursées, l'acculant ensuite à devenir un plaignant. L'affaire s'étale sur une longue période, pour arriver à son dénouement final en 2014.

Cet article relate et analyse l'expérience personnelle d'un seul homme pour donner un exemple des relations sociales engagées dans une société villageoise locale. Son expérience n'est pas isolée, de nombreux cas de « personnes du peuple faisant des procès à des fonctionnaires » (*min gao guan* 民告官) sont fréquemment documentés dans les journaux et les revues chinoises, notamment ceux de droit. La base de données de littérature académique chinoise CNKI recense 1 796 sources au mot-clé *min gao guan*, dont 171 concernent la « difficulté » (*nan* 难) des membres du peuple à faire

1. Jin Yongquan, « Yige nongmin jiating shi zenme zoudao pochan bianyuan de » (Comment une famille paysanne a été acculée à la faillite), *Zhongguo qingnian bao* (Journal chinois de la jeunesse), 23 juin 2010, p. 8.

2. L'organisme bancaire principal de prêts aux paysans.

3. Le « système de responsabilité » mis en place avec les réformes permet aux divers niveaux des autorités étatiques de donner sous contrat des terres ou des entreprises à des individus pour qu'ils les développent et les fassent fructifier en dehors de la mainmise de l'État.

des procès aux fonctionnaires⁽⁴⁾. L'exemple de Wu Boliang peut servir d'éclairage sur la complexité des situations du monde rural opérant à l'intérieur de la société chinoise contemporaine. L'étude présentée ici est développée sous un angle anthropologique, elle offre une réflexion sur les pratiques et les valeurs organisant les actions des différents protagonistes, et sur les relations sociologiques engagées entre les uns et les autres, par delà les relations personnelles individuelles. L'affaire étudiée se déploie sur différents niveaux - géographique, sociologique et politique. L'objet de cet article n'est pas tant de dépeindre les dysfonctionnements décrits que de comprendre l'organisation des rapports sociaux entre les protagonistes et l'idéologie qui les sous-tend, ainsi que leur cohérence sociologique.

Les sources de première main sur lesquelles ce travail est basé sont composées de notes de terrain écrites depuis 2002, lors d'enquêtes régulières menées autour du théâtre cérémoniel *nuo* (*nuoxi* 傩戏)⁽⁵⁾ dans le village de Shiyou. Est aussi utilisé l'ouvrage collectif de Chen Tong et de Liu Chun (pour les textes) et dirigé par Jin Yongquan (mentionné ci-dessus), qui a réalisé les photographies, intitulé *Les derniers Chinois*⁽⁶⁾. Ce recueil présente Shiyou à travers la description de son théâtre et des portraits de ses habitants, dont notamment celui de Wu Boliang. Réalisé à partir d'une enquête de terrain de ses auteurs à Shiyou en 2000, il ne s'agit pourtant pas d'un travail scientifique, mais plutôt d'une relation de voyage et d'expérience de jeunes Chinois urbains en milieu rural. Son titre, *Les derniers Chinois*, semble évocateur du roman historique présentant la disparition des peuples amérindiens de James Fenimore Cooper, qui a fait beaucoup de bruit à l'époque de sa publication en 1826, *Le dernier des Mohicans*.

Est ensuite abondamment utilisé l'article journalistique de Jin Yongquan cité en exergue « Comment une famille paysanne a été acculée à la faillite ». Cet article a eu un rôle important dans le dénouement de l'affaire, car l'auteur est retourné enquêter sur place, et il offre une base écrite et fiable des principaux faits, qui viennent utilement en complément des données rassemblées par l'auteure. Par ailleurs, des informations sur Wu Boliang sont disponibles sur internet en Chine. Un article de juristes chinois étudie son cas en profondeur⁽⁷⁾.

L'affaire a eu des retentissements, surtout dans la province du Jiangxi, et bien sûr localement dans le district de Nanfeng. En conséquence, aucun élément nouveau n'est apporté ici, cet article se consacrant à donner une lecture anthropologique des faits. Celle-ci a pour but de mettre au jour des aspects sous-jacents mais importants qui sont laissés de côté dans les publications et les sites internet. L'objectif n'est pas ici, journalistique, de montrer les défauts ou la grandeur des protagonistes, il a une visée scientifique, celle d'essayer de comprendre les rapports sociaux au cœur de cette affaire.

Le contexte local est d'abord présenté, avec la situation géographique et sociopolitique du village, la biographie de Wu Boliang et les grandes lignes du procès. Puis les divers échelons intervenant dans l'affaire sont détaillés un à un : la famille, le village, le canton, le district, la municipalité et jusqu'à la capitale Pékin. Sont ensuite étudiés les facteurs au cœur de l'affaire : l'argent, la face et l'honneur, le travail. Une synthèse de l'analyse clôt cet article, développant les thèmes de la représentation de la dette, du rôle de la négociation et du marchandage, et des espaces d'action des agents dans la société chinoise contemporaine.

Le village de Shiyou et l'enquête

Shiyou se trouve dans le canton de Sanxi, district de Nanfeng, municipalité de Fuzhou, au Sud-Est du Jiangxi, une province agricole du Sud-Est de la

Chine. Shiyou est un village éloigné d'une douzaine de kilomètres du chef-lieu du district. Cette région de collines et de moyennes montagnes produisait essentiellement du riz dans les champs irrigués des vallées, ainsi que quelques autres cultures secondaires. Depuis une vingtaine d'années s'est développée la culture intensive et extensive de la mandarine, qui a apporté une grande prospérité aux habitants. En effet, cette petite mandarine sucrée cultivée autrefois dans quelques vergers était donnée en offrande à la cour impériale chaque année, une tradition encore en vigueur, puisque le district envoie toujours chaque année une certaine quantité de ses meilleures mandarines, triées à plusieurs reprises, directement au Centre. On peut aussi en acheter dans toutes les grandes villes chinoises pendant l'hiver, sous l'appellation « mandarines de Nanfeng ».

Le village de Shiyou compte environ 1 300 habitants, organisés autour d'un lignage principal, de nom Wu, qui rassemble 75 % des villageois, le reste étant composé de familles porteuses d'autres noms. Le village était dirigé autrefois par des dignitaires lignagers organisés dans un conseil fondé autour de l'organisation du principal temple villageois, celui du dieu du *nuo*, et dirigeant le rituel théâtral annuel, à partir des relations de parenté. En 1949, ces dignitaires sont soustraits de leurs charges administratives et politiques, ne conservant plus que la direction du théâtre, tandis que le Parti communiste prend la relève des affaires villageoises. Lors de la révolution culturelle, la pratique théâtrale disparaît pendant une quinzaine d'années pour réapparaître à la fin des années 1970. Les descendants des dignitaires d'autrefois récupèrent la direction de ce théâtre, mais il est dorénavant chapeauté par le Parti communiste. Les relations sociales villageoises se sont complexifiées, ajoutant au système de parenté traditionnel un lien spécifique avec le Parti. Cependant, les relations de parenté sont encore bien présentes, de même que l'idéologie et les pratiques vis-à-vis de la famille qui les accompagnent. Ces dernières sont principalement composées d'un lien social à la fois très fort (fait d'obligations différenciées) et hiérarchique (distinction des pères et des dignitaires).

La première fois que nous sommes arrivés à Shiyou, en février 2002, c'était pour venir y passer les fêtes du nouvel an et étudier son théâtre. Accompagnée de deux photographes chinois, nous avons contacté par téléphone Wu Boliang, alors chef du village, qui nous a souhaité la bienvenue. Depuis lors, l'auteur est retournée presque chaque année au village, d'abord pour les fêtes du nouvel an, puis depuis quelques années, pendant les mois d'été. Aussi avons-nous pu observer les dessous de l'affaire durant toutes ces années, bien que des détails internes nous en soient toutefois restés inconnus.

Biographie de Wu Boliang

Selon *Les derniers Chinois* :

Autrefois, Wu Boliang était l'un des paysans les plus pauvres du village

4. Selon une recherche effectuée le 30/12/2015. Des recherches précédentes effectuées sur CNKI et sur d'autres sites chinois en 2013 et 2014 avaient aussi donné un grand nombre de résultats, montrant l'importance de ces faits de société.
5. Dont certains résultats ont été publiés dans un ouvrage : Catherine Capdeville-Zeng, *Le théâtre dans l'espace du peuple – une enquête de terrain en Chine*, Paris, Les Indes savantes, 2012.
6. Jin Yongquan, Chen Tong et Liu Chun (éds), *Zuihou de hanzu* (Les derniers Chinois), Pékin, Zhongyang bianyi chubanshe, 2001.
7. Guo Bingqi et Liao Shenji, « Xi 'min gao guan' nan de yuanyin – cong zhidu cengmian jinxing sikao » (Analyser les raisons des difficultés des procès des hommes du peuple contre les officiels – une réflexion à propos du système), *The Journal of Fujian Institute of Political Science and Law*, vol. 23, n°1, mars 2005, p. 65-68.

de Shiyou, au point que son père pensait lui faire faire un « mariage en gendre »⁽⁸⁾ [...]. Aujourd'hui, Wu Boliang est l'homme le plus riche du village, et il a été le premier à construire une maison à deux étages⁽⁹⁾.

Les éléments biographiques rapportés ci-dessous viennent des paroles de Wu Boliang lui-même, ainsi que de son autobiographie et de certaines informations incluses dans *Les derniers Chinois*.

Le grand-père paternel de Wu Boliang obtient dans les années 1950, lors de la première redistribution (de terres et de biens mobiliers), un lit et deux pièces, mais chacune située dans des maisons éloignées l'une de l'autre. Le père de Wu Boliang se marie en 1950, et Wu Boliang naît en 1952. Il est l'aîné, et aura cinq cadets, quatre frères et une sœur. A huit ans, il commence à aider son père, en faisant paître les buffles ou en leur faisant tirer la meule, et en puisant de l'eau. A dix ans, il entre à l'école primaire où il étudie quatre années. Mais la cinquième année, la révolution culturelle débute, et Wu Boliang devient un petit garde rouge portant un brassard rouge et allant avec ses camarades dans les maisons « casser les quatre vieilles » (*po si jiu* 破四旧). Selon ce qu'il nous a dit, il regrette aujourd'hui cette action passée, mais reconnaît qu'il ne comprenait rien à l'époque, et ne faisait que suivre le mouvement. L'école est cependant terminée pour lui, et il se met à cultiver la terre avec son père. Il obtient rapidement de bons résultats, tant et si bien qu'il se fait respecter par les autres paysans. Cela lui permet de devenir technicien agricole, d'abord du village, puis du canton en 1973. En 1976, pour éviter un « mariage en gendre », il est marié avec sa cousine, fille de son oncle maternel. Il participe ensuite à un groupe de techniciens agricoles envoyés par le district de Nanfeng sur l'île de Hainan pour y étudier la technique de fertilisation des graines de mandarines. A son retour en 1977, après sept mois à Hainan, il est nommé responsable de la commune populaire pour la fertilisation des graines, ce qui lui permet de gagner 24 yuans par mois, un salaire conséquent à l'époque, et supérieur aux points-travail obtenus par le travail de la terre pour la commune populaire. Son fils aîné naît en 1978, son deuxième en 1980, et il adopte ensuite une fille. En 1979, il construit une nouvelle maison pour sa famille nombreuse (incluant ses parents, ses frères non mariés et ceux mariés, avec leurs épouses et enfants, sa propre femme et ses enfants), qui est la première maison du village en briques et avec un étage. En 1981, intervient une première division familiale (*fenjia* 分家) partielle⁽¹⁰⁾ qui, sur le plan du logement, revient en réalité à construire des cuisines séparées pour les fils mariés, mais il reste le frère aîné responsable de la destinée familiale et notamment de l'éducation de ses frères cadets.

En 1982, avec la décollectivisation, la terre est entièrement redistribuée aux paysans, et un quota de terre est alloué à chaque personne dans une famille. Celle de Wu Boliang, ayant de nombreuses bouches, obtient une dizaine de *mu*⁽¹¹⁾, ce qui en fait une grosse entreprise localement. Après cette distribution, la famille procède à la deuxième et définitive division de la famille. Wu Boliang quitte alors son emploi de technicien agricole au canton pour « revenir à la maison » (*hui jia* 回家) et se consacrer à ses terres et cultures. Il se met rapidement à gagner de plus en plus d'argent. En 1983, il obtient un premier verger du village en « système de responsabilité ». En 1985, la mandarine se vend à 3 *mao*⁽¹²⁾ le demi kilo, il gagne 1 000 yuans, puis elle monte l'année suivante à 6 *mao* et il gagne 3 000 yuans. En 1986, il signe avec le canton un nouveau contrat de responsabilité pour un verger de 50 *mu*, plus 800 *mu* de forêt de sapins. En 1987, il s'occupe d'un nouveau verger au village, puis encore d'un autre en 1991. Cependant, l'hiver 1991 est particulièrement froid, et 85 % des mandariniers du district gèlent. Mais Wu Boliang avait commencé dès 1990 à produire des pousses de mandari-

niers, dont il avait déjà obtenu 80 000 pieds, qu'il vend pour 1,5 yuans pièce. Il gagne ainsi 120 000 yuans en 1992, et devient alors le plus riche paysan du village. Cette année là, il entre au Parti et construit sa nouvelle maison individuelle, avec trois étages et deux ailes. C'est la plus haute maison du village, il pourra loger confortablement ses deux fils à leur mariage.

Une revue nationale de propagande fait paraître en 1991 un article intitulé « Il a rehaussé l'éclat de Sanxi »⁽¹³⁾, qui présente sa carrière agricole depuis 1983, et se termine ainsi :

Le charmant canton de Sanxi a élevé Wu Boliang. Et en retour, Wu Boliang a solidement développé et dirigé des activités qui ont donné à Sanxi des mandarines, des porcs, des melons, des fruits, apportant ainsi de la richesse à la pauvreté des parents villageois⁽¹⁴⁾.

En 1994, il obtient une charge de responsable des terres du canton. En 1995, il est proposé comme « secrétaire du village » (*cun shuji* 村书记) de Shiyou, mais obtient seulement les postes de « secrétaire adjoint » (*cun fushuji* 村副书记) et de « chef de village adjoint » (*fucunzhang* 副村长). Cette charge est validée par les élections villageoises, il la conservera jusqu'en 2005, où il ne sera pas réélu. Dans la terminologie locale, ces termes de référence et d'adresse sont porteurs en eux-mêmes de la relation de pré-séance, « secrétaire » venant en premier, « chef de village » en second ; le terme « adjoint », peu flatteur, n'est généralement pas énoncé, et Wu Boliang est couramment appelé « chef de village », il vient donc en second par rapport au « secrétaire du village ». Il apparaît cependant qu'il a bien été un personnage politique moteur aux affaires villageoises. C'est aussi ces années-là qu'il crée et développe un commerce de pesticides et d'engrais, avec un magasin au village, puis un autre au chef lieu du canton, et enfin un troisième au chef-lieu du district.

De 1993 à 1997, il signe un nouveau contrat de responsabilité avec le canton pour développer deux vergers. C'est ce contrat-là qui va poser problème.

Du contrat au procès et à sa résolution

N'ayant pas eu accès au contrat de responsabilité signé entre les deux parties, ses clauses exactes ne nous sont pas connues. Wu Boliang nous a indiqué qu'il s'occupait de la gestion et de la direction, tandis que le canton investissait en fournissant les terres et les financements. Comment les deux parties se partageaient-elles les bénéfices ? Y a-t-il seulement eu des bénéfices ? En effet, il faut environ cinq ans pour qu'un arbre commence à donner des mandarines, et le contrat n'a pas été renouvelé après les cinq années d'exercice de sa durée contractuelle. Les montants réels des sommes engagées, et leurs intérêts, restent opaques. Les explications de Wu Boliang à ce sujet sont restées obscures.

8. Par « un mariage en gendre » (ou « mariage uxoricola ») un homme, généralement pauvre, va résider chez son beau-père, au lieu que ce soit l'épouse qui déménage dans sa belle-famille ; le nom du grand-père maternel est alors transmis à ses petits-fils utérins, et un certain mépris est attaché à ces gendres incapables de transmettre leur nom de famille à leurs propres fils.
9. Jin Yongquan, Chen Tong et Liu Chun (éds), *Zuihou de hanzu* (Les derniers Chinois), *op. cit.*, p. 185.
10. La « division de la famille » est, dans le monde paysan chinois, la distribution égalitaire entre les frères des possessions – terre, habitations, outils, etc. – du père, permettant ainsi aux fils d'obtenir une autonomie économique ; après cette division, les foyers des frères sont indépendants les uns des autres.
11. Un *mu*, l'unité de superficie de la terre arable en Chine, équivaut à 666,6 mètres carrés.
12. Un *mao* équivaut à un dixième de yuan.
13. « Sanxi yin ta zeng se », *Laoqu jianshe*, 6 juin 1991.
14. *Ibid.*, p. 47.

Parmi les créanciers, il faut dissocier d'une part la coopérative de crédit du canton, et d'autre part les différents créanciers informels, dont trois gros marchands. La coopérative de crédit, dirigée par le canton, a été le premier créancier de Wu Boliang. Après lui avoir prêté des fonds, elle a ensuite refusé de lui en octroyer de nouveaux, pourtant nécessaires au développement des vergers. C'est la défaillance de la coopérative de crédit qui pousse alors Wu Boliang à chercher d'autres voies pour obtenir des crédits et qui explique l'accumulation du nombre de créanciers. Quand certains créanciers privés somment Wu Boliang de leur rembourser leurs prêts à la fin des années 1990, et que celui-ci ne peut le faire, il est lui-même acculé à engager un procès contre le canton.

Le 29 février 2000, le tribunal de la municipalité de Fuzhou rend son verdict : Wu Boliang gagne son procès, et le canton est condamné à lui rembourser en une seule fois, et sous huitaine, les sommes empruntées.

La suite est une série de négociations, d'allers-retours entre Wu Boliang, le canton et le district. Arguant que Sanxi est un « canton pauvre » et qu'il a déjà du mal à payer les salaires des fonctionnaires et des instituteurs, il refuse de rembourser en une seule fois. Il va alors payer de façon irrégulière quelques milliers de yuans ou quelques dizaines de milliers de yuans, distribués sur 19 paiements, pour totaliser environ 300 000 yuans jusqu'en 2010, ce qui n'est même pas la moitié de la somme demandée et accordée par le jugement. Pour Wu Boliang, le problème est qu'il ne peut pas rembourser à temps ses créanciers avec ces petites sommes. Il est alors forcé de « faire rouler les emprunts » et de « défaire le mur de l'est pour réparer le mur de l'ouest »⁽¹⁵⁾, de telle sorte qu'en 2010, la somme totale qu'il doit rembourser est montée à 880 000 yuans, avec en tout 27 créanciers. L'article de Jin Yongquan indique que :

Car les sommes empruntées ont produit des intérêts exorbitants, rien que les 70 000 yuans prêtés par la coopérative du canton en 1994 et 1995 ont généré jusqu'en 2010 plus de 260 000 yuans d'intérêts. Quant aux sommes empruntées à taux usuraires à des particuliers, leurs intérêts sont tellement importants que c'en est vraiment effrayant⁽¹⁶⁾.

Depuis 2000, Wu Boliang, outre ses visites aux bureaux des gouvernements du canton et du district, au tribunal de la municipalité de Fuzhou et dans les cabinets d'avocats, a aussi été aux bureaux des lettres et des visites du district de Nanfeng, de la municipalité de Fuzhou, de la capitale provinciale de Nanchang, et de la capitale nationale Pékin - celle-ci à l'automne 2009. Les bureaux des lettres et des visites⁽¹⁷⁾ sont une administration chinoise particulière, où l'on peut envoyer des lettres ou aller se plaindre de faits d'injustice ; le bureau traite alors les cas, en envoyant des demandes aux autorités locales pour leur demander d'agir dans tel ou tel sens. Jusqu'au 7 juin 2010, Wu Boliang a été 94 fois dans les bureaux des lettres et des visites, et a en tout été plus de 240 fois dans les différentes administrations pour obtenir justice, sans résultat tangible.

Lassé de ces atermoiements, en septembre 2009, Wu Boliang recourt à un cabinet d'avocats situé dans la municipalité pour comptabiliser toutes les sommes dues en retard. La somme totale s'élève à plus de 600 000 yuans. Face à ce chiffre, début 2010, le canton indique qu'il accepte de rembourser le fonds initial, mais pas plus de 50 000 yuans d'intérêts. Cependant, ensuite, et selon l'article de Jin Yongquan : « le 'groupe de travail sur l'exécution de la sentence du procès de Wu Boliang contre le gouvernement du canton de Sanxi' du district de Nanfeng reconnaît qu'outre le fonds initial,

il lui faut payer des intérêts pour une somme de 310 000 yuans. » Néanmoins, cette reconnaissance n'est pas suivie de paiement, au contraire, toujours selon le même article : « le 10 juin, un responsable du canton reconnaît au cours d'une interview que les intérêts demandés par Wu Boliang étaient légaux, mais il demande au journaliste de jouer l'intermédiaire pour conseiller à Wu Boliang de demander moins. »

Désespéré, Wu Boliang contacte Jin Yongquan à Pékin, qui avait dirigé l'ouvrage collectif *Les derniers Chinois*. Il vient quelques jours à Shiyou pour enquêter. Puis, son article « Comment une famille paysanne ... » paraît le 23 juin 2010 dans le *Journal chinois de la jeunesse*. Dès le lendemain, l'article est repris par plusieurs sites internet influents. Une forte pression s'abat sur Nanfeng. Le chef du district prend l'affaire en main pour tenter de résoudre le problème. L'affaire semble en voie de résolution, mais les remboursements se font encore attendre.

En 2011 et 2012, des sommes sont remboursées, mais Wu Boliang en conteste les montants, insuffisants selon lui.

En 2013, l'affaire traîne, il y aurait encore quelque 400 000 yuans qui manquent.

En 2014, enfin, le canton signe un contrat avec Wu Boliang selon lequel un nouveau verger lui sera attribué en contrat de responsabilité pour cinquante ans, mais dans une échéance de trois ans (lorsque ce verger sera disponible car il est à ce moment-là cédé à une autre personne). Ce nouveau verger viendra en réparation de toutes les pertes, et les revenus des ventes de mandarines pourront permettre à Wu Boliang de rembourser tous ses créanciers. L'affaire est enfin résolue, Wu Boliang accepte cette solution, bien qu'il doive encore attendre 2017 pour obtenir ce verger, et donc continuer à faire attendre ses créanciers.

Les relations sociales engagées dans l'affaire

individu	<i>geren</i> 个人	Wu Boliang	吴伯亮
famille	<i>jia</i> 家	Nom Wu (et parents par les femmes)	吴姓 (和姻亲亲戚)
village	<i>cun</i> 村	Shiyou	石邮
canton	<i>xiang</i> 乡	Sanxi	三溪
district	<i>xian</i> 县	Nanfeng	南丰
municipalité	<i>shi</i> 市	Fuzhou (Linchuan)	抚州(临川)
province	<i>sheng</i> 省	Jiangxi-Nanchang	江西 - 南昌
capitale nationale	<i>shoudu</i> 首都	Pékin	北京

La relation de famille

L'affaire de Wu Boliang est d'abord une affaire de « famille », au sens large. Pour faire face à la défaillance de la coopérative de crédit, Wu Boliang a d'abord emprunté, selon ce qu'il nous a dit, « à [ses] frères, aux sœurs de

15. Selon les expressions employées dans l'article : Jin Yongquan, « Yige nongmin jiating shi zenme zoudao pochān bianyuan de » (Comment une famille paysanne a été acculée à la faillite), *op. cit.*

16. *Ibid.*

17. Notamment étudiés par Isabelle Thireau, *Les ruses de la démocratie en Chine – protester en Chine*, Paris, Seuil, 2010. De nombreuses études en langue anglaise existent sur ce sujet, notamment : Neil Diamant, Stanley Lubman et Kevin O'Brien (éds), *Engaging the law in China. State, Society and Possibilities for Justice*, Redwood, Stanford University Press, 2005 ; Philip Huang, *Civil Justice in China : Representation and Practice in the Qing*, Redwood, Stanford University Press, 1996 ; Carl Minzner, « Xinfang : An Alternative to the Formal Judicial System », *Stanford Journal of International Law*, vol. 42, 2006, p. 103-179.

[son] épouse, à l'époux de [sa] sœur (beau-frère), et à des amis et relations » (dont, parmi ces derniers, des marchands). Toutes les personnes mentionnées dans cette liste sont situées hors du foyer indépendant de Wu Boliang institué à la division familiale, et incluent des membres de même génération, comprenant non seulement des agnats (ses frères), mais aussi des parents par les femmes : sœurs d'épouse et époux de sœur. Se manifeste là le lien très fort d'entraide liant ces personnes, qui aident à résoudre les difficultés financières d'un parent. Dans la campagne chinoise, et c'est bien toujours le cas de nos jours à Shiyong, les membres d'une famille sont liés par des obligations d'entraide, en fonction du revenu économique de chacun. On n'emprunte qu'à qui a les capacités de prêter, mais celui-ci a le devoir de prêter si besoin. Il est très difficile de se soustraire à ces obligations, car les revenus financiers de chacun sont – plus ou moins – connus de tous. La famille reste le lieu principal d'entraide, comme représentant un nid de relations sûres. Plus les relations sont proches, plus on a confiance. Cette façon de voir les choses s'étend aux amis, puis aux relations plus distantes. L'affaire de Wu Boliang montre clairement que la famille se substitue à la coopérative défaillante – elle est donc le refuge de chacun contre l'arbitraire.

La famille ou foyer familial nucléaire représente aussi le centre d'un réseau qui se ramifie et s'étend vers les membres situés en son extérieur, faisant qu'il y a une absence de séparation claire entre l'individu, sa famille et le reste de la société. Au contraire, il existe une relation de continuité fondée sur la distance sociale relative. Cette indétermination relationnelle de la famille chinoise, déjà remarquée par certains auteurs, notamment par l'anthropologue Fei Xiaotong dans son grand livre *La Chine rurale*⁽¹⁸⁾, transparait dans d'autres plans, notamment celui des possessions matérielles.

Par exemple, en mars 2010, Wu Boliang va voir un avocat pour qu'il rédige un certificat de faillite. Or ce certificat englobe toutes les possessions de son entreprise familiale : terres et arbres, maison personnelle, magasins de pesticides et d'engrais. Pour faire face à ses dettes, il envisage alors sérieusement de vendre tous ses biens, professionnels comme personnels. De même, les autorités trouvent légitime que Wu Boliang utilise ses propriétés et revenus « personnels » pour rembourser les dettes « publiques » du canton. En effet, Wu Boliang, parce que marchand de pesticides, est considéré comme « riche », tant par les villageois que par les autorités, et ces dernières trouvent donc « normal » qu'il utilise ses autres ressources pour rembourser les dettes des vergers. Que ce soit du point de vue des villageois, ou du point de vue du canton et du district, l'individu Wu Boliang et l'entreprise familiale de Wu Boliang sont deux entités qui ne sont pas clairement dissociables. Et c'est justement ce point-là que Wu Boliang a lui-même des difficultés à gérer : jusqu'où est-il responsable personnellement et familialement des dettes du canton ?

Lorsqu'il considère un moment se déclarer en faillite, il place sa famille (et son entreprise familiale) comme responsable personnel et ultime des dettes du canton. Cette action, s'il l'avait menée à bien, aurait alors été en contradiction avec son combat mené pendant toutes ces années pour que le canton lui rembourse l'argent dû, c'est-à-dire pour qu'il assume ses responsabilités et reconnaisse Wu Boliang comme un réel partenaire, un égal indépendant, et non pas comme un subordonné pouvant être manipulé à volonté. De son côté, le gouvernement cantonal reconnaît partiellement sa responsabilité par ses petits remboursements, tout en y associant aussi celle de l'individu et de la famille de Wu Boliang, qu'il laisse seuls face aux sommes manquantes. L'affaire Wu Boliang se signale ainsi par la difficulté des différents protagonistes à dissocier ce qui relève du « privé », y compris la famille, et ce qui relève du « public » et de l'État. D'un côté, le gouver-

nement du canton considère Wu Boliang comme un membre subordonné de sa « famille cantonale » qu'il traite comme un inférieur devant se soumettre à ses décisions, d'un autre côté Wu Boliang se montre lui aussi comme partie prenante de cet édifice, lorsqu'il n'hésite pas à emprunter en son nom pour régler une dette qui n'est en fait pas la sienne, comme lorsqu'il envisage de vendre ses biens personnels pour faire face à ces dettes. Toute la difficulté de l'affaire réside dans l'impossibilité pour les protagonistes principaux, le canton d'une part et Wu Boliang de l'autre, à envisager un lien d'indépendance entre eux. Les relations sociales fondées sur une vision familialiste et hiérarchique sont encore très présentes, et l'affaire de Wu Boliang montre que le constat de Fei Xiaotong posé en 1947 est encore très vrai aujourd'hui. En effet, l'absence de limite claire entre l'individu, la famille et le groupe élargi à la localité – ici le canton – est certainement un élément important pour comprendre comment les protagonistes en sont arrivés là, c'est-à-dire comment Wu Boliang a pu emprunter, encore et encore, de telles sommes à des parents et des amis, pour régler une dette qui n'est pas la sienne en propre.

Cette difficulté à considérer l'indépendance vis-à-vis de la famille comme vis-à-vis des autorités transparait également dans l'article de Jin Yongquan. On y trouve à de nombreuses reprises le terme « famille » *jia* venant à la place de « paysan » ou de « personne », ou s'ajoutant au nom de Wu Boliang, tout en désignant aussi parfois la « réelle » famille. C'est au cours de la traduction que la difficulté de rendre le sens du terme « famille » a été mesurée, car on dirait simplement en français « un paysan », ou on nommerait la personne pour lever l'indétermination. Il est manifeste dans la langue écrite utilisée par cet article que la limite entre « l'individu » Wu Boliang et « la famille » de celui-ci n'est pas nettement définie, et que, de même, on ne sait qui participe vraiment à cette famille, dont il semble qu'elle inclue des membres non pas seulement de la famille nucléaire, mais aussi de tout le lignage Wu, ainsi que des parents par les femmes. Ce flou, au delà de la figure de style qu'il représente peut-être, reflète fidèlement la prépondérance de la famille sur l'individu, une réalité chinoise qui a fait couler beaucoup d'encre. Ce qui est intéressant à ce niveau aujourd'hui, après la révolution communiste et la modernisation, c'est que la famille reste toujours au cœur de la société dans le monde rural.

Du village...

La porosité des relations financières entre parents s'étend de la famille au village. Car les capacités des familles sont limitées, d'où le recours nécessaire à des amis et relations, et à des connaissances plus lointaines vers qui sont étendues les relations de parenté.

Wu Boliang raconte dans son autobiographie publiée dans *Les derniers Chinois* que, lorsqu'il était chef de village : « Quand il n'y avait pas d'argent dans les caisses du village, je prenais mon propre argent pour lui prêter. »⁽¹⁹⁾ Ce phénomène d'imbrication financière des personnes, des familles, des voisins, des amis, des relations est généralisé dans le monde rural. Quand un paysan a besoin d'argent pour investir, bâtir une maison, envoyer ses enfants à l'école ou l'université, ce n'est pas en priorité vers la banque qu'il se tourne, mais vers ses parents et amis villageois. Emprunter à des parents proches permet de ne pas leur payer d'intérêts, mais si on emprunte à des amis ou surtout à des personnes plus éloignées, ce sont souvent des « taux usu-

18. Fei Xiaotong, *Xiangtu Zhongguo* (La Chine rurale), Shanghai, Shanghai renmin chubanshe, 1947. Traduction anglaise publiée : Fei Xiaotong, *From the Soil: The Foundations of Chinese Society*, Berkeley, University of California Press, 1992, 176 p.

raires » qui sont pratiqués. Pourquoi alors ne pas emprunter à la banque ? Peut-être à cause de ce qui peut arriver en cas de non-remboursement : « Il y a deux jours, ils ont emmené en prison un homme de notre village qui ne pouvait pas rendre les 7 000 yuans qu'il devait à la coopérative. »⁽²⁰⁾ Également, comme le montre l'article « Informal Lenders and Rural Finance in China : A Report from the Field »⁽²¹⁾, parce que la banque de l'agriculture et les coopératives de crédit refusent souvent de prêter à des paysans dont ils pensent qu'ils ne sont pas solvables, préférant prêter à des petites entreprises locales voire urbaines ; à l'inverse, les « créanciers informels », qui représentent une véritable institution sous différentes formes dans les campagnes chinoises, connaissent les paysans et ont les moyens de se faire rembourser leurs crédits, si besoin par la remise de leurs récoltes, outils etc. Ainsi, les créanciers informels pallient l'insuffisance des organismes financiers de l'État, et les paysans ne reculent pas devant leurs taux plus élevés, parce qu'en plus de combler des besoins véritables, la base de leur relation est fondée sur la connaissance et la confiance.

Il se trouve ainsi au village que tout le monde est à la fois créancier des uns et débiteur des autres, à plus ou moins grande échelle, et que le crédit est un mode de vie en soi, qu'il est la relation principale à la campagne parce qu'il est une forme d'échange, et que l'échange est à la base des relations villageoises, comme le montre, par exemple, l'anthropologue sino-américain Yan Yunxiang⁽²²⁾. Cet auteur n'aborde cependant pas l'aspect du crédit, se contentant globalement de décrire les échanges de « dons », sauf par une occurrence où il mentionne le cas d'un don qui s'est transformé en crédit :

Quand un villageois a eu des problèmes financiers, il s'est tourné vers l'un de ses bons amis pour une aide financière. Avec beaucoup d'efforts, l'ami a trouvé un parent qui prêterait de l'argent au premier villageois pour résoudre rapidement son problème. Cependant les choses ont commencé à mal aller quand le premier villageois a appris qu'il devrait payer des intérêts sur le prêt [...]. Un prêt avec intérêt s'applique seulement entre personnes qui n'ont pas de bonnes relations [...]⁽²³⁾.

Avec les années 1990, la Chine commence son formidable décollage économique. Dans les villages, le niveau des échanges financiers s'accroît. Sans ressources financières, il est difficile d'investir, comme le montre l'exemple de Wu Boliang qui a besoin d'argent pour faire face aux besoins du développement de ses vergers. Alors, il se tourne, selon une pratique très courante dans les campagnes en Chine, vers ses « parents et amis », pour une aide financière, dont il est difficile de savoir si elle relève en fait du don⁽²⁴⁾ ou du crédit, étant entendu que l'un et l'autre doivent non seulement se rendre, mais aussi se rendre avec intérêt ou par des retours différenciés (entraide et échanges de compétences et de faveurs, etc.). Les niveaux de la relation sociale d'entraide et de la relation financière contractuelle ne sont pas clairement distingués, facilitant le recours à des prêts, considérés au départ comme relevant plus de la coutume, profondément ancrée au village chinois, des échanges de dons que de réels contrats.

Cette fluidité des échanges s'appuie aussi sur la situation particulière du régime économique des campagnes. Dans la société villageoise, il n'y a pas de salaires. Après la récolte, le village bruit des sommes reçues pour les ventes de mandarines, que les paysans reçoivent en une seule fois. Il faut alors épargner. Or la vie courante n'est pas onéreuse, car on vit de peu à la campagne, bien que les coûts augmentent régulièrement, et les sommes

gagnées avec les mandarines peuvent être conséquentes. Si une personne n'utilise pas tout de suite son argent, on vient lui emprunter, et cela peut être un bon placement, d'autant plus que ce faisant, on se crée des obligés.

C'est ainsi que Wu Boliang a utilisé ses connections pour emprunter, ce qui était pour lui la seule solution envisageable, étant donné la défaillance des organismes financiers. Il est assez extraordinaire que le nombre total de ses créanciers finisse par atteindre le nombre élevé de vingt-sept. Ce chiffre est significatif de l'extension de son réseau relationnel et de ses ramifications au niveau de la famille, du village, du canton et du district.

Au canton

Que s'est-il passé ensuite ? Pourquoi le gouvernement du canton n'a-t-il pas remboursé ?

L'organisation administrative chinoise actuelle est partie prenante du problème. Il y a en Chine, du plus haut sommet de l'État jusqu'au plus bas niveau des villages, deux institutions complémentaires : celle du Parti et celle du gouvernement civil. Les membres du gouvernement civil sont pourtant tous membres du Parti, mais leur poste vient toujours en second par rapport à celui du Parti. Au niveau du village, des cantons, des districts, etc, c'est le secrétaire du comité du Parti qui a préséance sur les chefs des gouvernements. Cependant, si l'administration s'arrête au niveau des cantons, le Parti est implanté partout en Chine, et ce jusque dans les villages. Shiyou compte une vingtaine de membres du Parti, qui se réunissent dans un comité des affaires villageoises, parmi lesquels sont choisis les dirigeants du village. Mais c'est le gouvernement du canton qui choisit ces dirigeants (il nomme le secrétaire du Parti et autorise les candidats aux élections villageoises), c'est le gouvernement du district qui choisit les dirigeants du canton, c'est la municipalité qui choisit ceux du district, etc. La règle est que les dirigeants sont choisis par « le haut » (*shangmian* 上面).

Il y a cependant une coupure claire entre le village et le canton car les villageois choisis pour être dirigeants du village ne peuvent généralement pas devenir des cadres fonctionnaires d'État en montant en grade dans les échelons supérieurs. Le statut de paysan fait que les chefs et secrétaires de villages, bien que membres eux aussi du Parti, ne peuvent normalement pas monter – ou montent très difficilement – dans la hiérarchie⁽²⁵⁾. Corrélativement, les villages sont dirigés par leurs propres villageois membres du Parti, et non par des cadres envoyés par « le haut », tandis que, à partir du niveau du canton, les localités sont administrées par des cadres délégués par les autorités supérieures, qui n'en sont généralement pas originaires. Et la politique chinoise est de faire tourner régulièrement ces cadres (généralement

19. Jin Yongquan, Chen Tong et Liu Chun (éds), *Zuihou de hanzu* (Les derniers Chinois), op. cit., p. 201.

20. *Ibid.*, p. 203.

21. Zhou Li et Hiroki Takeuchi, « Informal Lenders and Rural Finance in China : A Report from the Field », *Modern China*, vol. 36, n°3, 2010, p. 302-328.

22. Yan Yunxiang, *The Flow of Gifts – Reciprocity and Social Networks in a Chinese Village*, Redwood, Stanford University Press, 1996.

23. *Ibid.*, p. 143.

24. Dans son célèbre essai intitulé *Essai sur le don – Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques* publié pour la première fois en 1925, l'ethnologue Marcel Mauss montre que le don est organisé en un système autour de trois étapes : donner, recevoir, rendre, étant entendu que ce qui est « donné » et ce qui est « rendu » peuvent différer en nature et en valeur. En Chine par exemple, il est courant d'offrir des objets ou de l'argent pour obtenir des faveurs en retour. Marcel Mauss, *Essai sur le don – Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, Paris, Presses Universitaires de France, 2007, 248 p.

25. En 2012, nous avons appris que dorénavant les cadres des villages de moins de quarante cinq ans peuvent dans certaines conditions postuler pour intégrer l'administration et font alors des stages dans des écoles du Parti.

tous les trois ans), en tout cas au niveau des cantons et des districts, pour qu'ils ne tissent pas de liens trop étroits avec leurs administrés. Le résultat est que, selon Wu Boliang :

Très souvent les nouveaux fonctionnaires ne reconnaissent pas les démarches faites auprès de leurs prédécesseurs. À chaque fois, il faut tout recommencer !⁽²⁶⁾

Là réside en effet un des problèmes de cette affaire, responsable du grand nombre de fois où Wu Boliang a été obligé de se déplacer pour rencontrer les équipes administratives. Mais encore, ajouté à la non-implication personnelle des cadres du canton dans les affaires villageoises, la différence de statut entre un paysan, même chef de village et membre du Parti, et les cadres de l'entité supérieure du canton, fait des premiers des citoyens de seconde zone, que les seconds ne se privent pas de manipuler.

Les cadres du canton responsables à l'époque du contrat de responsabilité ont ensuite été mutés ailleurs dans le district, et n'ont semble-t-il jamais dû répondre personnellement du cas de Wu Boliang. Cependant, en 2002 et 2003, les nouveaux cadres nommés s'attèlent à essayer de résoudre l'affaire en mettant en place avec Wu Boliang un « contrat négocié », selon lequel l'administration du canton lui aurait garanti un remboursement de 50 000 yuans par an, jusqu'à épuration de la dette avec les vergers comme garantie et hypothèque. Mais cette solution tombe à l'eau pour des raisons obscures (elle sera cependant reprise en partie en 2014 et permettra finalement de résoudre l'affaire).

Il est cependant manifeste que le canton a, avec beaucoup d'atermolements, d'une part effectivement remboursé une partie de la dette, et qu'il a d'autre part cherché des solutions, mais sans y parvenir. Il a donc toujours reconnu sa dette, mais s'est heurté à son énormité et s'est révélé incapable d'en assumer les tenants et les aboutissants. De fait, le canton est entièrement tributaire du district (son autorité supérieure) pour ses finances.

Du canton au district

C'est l'échelon du district qui possède le pouvoir administratif et politique, et donc financier. Les cantons ne sont que le rouage administratif de base, leur siège est généralement situé dans un gros village nommé « chef-lieu de canton » (*xiangli* 乡里), tandis que l'administration du district siège au « chef-lieu du district » (*xiancheng* 县城). Y sont rassemblés tous les cadres locaux des différentes administrations, et les cadres des cantons s'y rendent très souvent pour y prendre leurs ordres, et y résident aussi la plupart du temps.

Au chef-lieu du district se trouve également le bureau des lettres et des visites. Ce bureau ne siège pas quotidiennement, et ses jours d'audience sont annoncés publiquement à l'avance. Wu Boliang s'y est rendu un grand nombre de fois. L'article « Comment une famille paysanne... » commence par relater la quatre-vingt quatorzième fois où Wu Boliang s'est rendu dans cette administration :

Pour assister à la journée de réception du chef de district Zhu Honggen annoncée à l'avance. Mais il a été déçu car le chef de district n'est pas apparu ce matin là. C'est Rao Aihua, la secrétaire du comité du Parti du canton de Sanxi qui a été envoyée pour recevoir les plaignants⁽²⁷⁾.

Il apparaît donc que cette administration est dirigée par les mêmes dirigeants que ceux du district : les plaignants dont les demandes n'ont pas été prises en compte par leurs dirigeants s'adressent à ce bureau avec l'espoir

qu'il trouve des solutions, mais en fait ce sont les mêmes personnes qui les dirigent. « Ils sont très polis dans ce bureau, mais ils ne résolvent pas les problèmes, soupire Wu Boliang » (cité dans « Comment une famille paysanne... »). Le gouvernement et l'administration des cantons et du district sont un bien petit monde : quelques dizaines de cadres qui tournent de poste en poste, cherchant l'occasion de monter en grade, au district ou à la municipalité. Le chef-lieu du district a en effet aujourd'hui seulement une centaine de milliers d'habitants et l'on y rencontre souvent des connaissances quand on se promène dans la grande rue. Cependant, le district est lui-même tributaire de son autorité supérieure, la municipalité, qui participe aux nominations de son secrétaire et de ses chefs de district.

De la municipalité à la province, de la province à Pékin et retour à Nanfeng

Quel poids a la municipalité ? Fuzhou, autrefois appelée Linchuan, mais dont les habitants aiment encore utiliser aujourd'hui ce vieux nom, située à environ cent kilomètres au nord de Nanfeng, sur la route de la capitale provinciale de Nanchang, est une ville historique célèbre, qui a eu une certaine notoriété sous la dynastie Song. Mais, trop éloignée de Nanfeng, la municipalité n'a pas grand impact semble-t-il sur la vie des paysans du district. Pour eux, Fuzhou est déjà un autre monde, et l'on y parle une autre langue. Alors pourquoi engager son procès au tribunal de Fuzhou ? À cause de l'importance des sommes en jeu, qui seront traitées plus adéquatement par un niveau administratif supérieur. Et pourquoi engager un avocat de Fuzhou ? Car Wu Boliang fait plus confiance à des fonctionnaires et avocats de la « municipalité » de Fuzhou qu'à ceux du « district » de Nanfeng. Normalement, le verdict du tribunal de la municipalité, situé à un échelon supérieur, devrait avoir plus d'autorité sur les fonctionnaires de l'échelon inférieur du district.

Mais Wu Boliang ne s'arrête pas à la municipalité. Pour ses demandes à l'administration des lettres et des visites, il va également à Nanchang, capitale de la province du Jiangxi, puis à Pékin, capitale nationale, en 2009. Car il a entendu dire qu'une décision politique du gouvernement central ordonne alors aux localités administratives inférieures de traiter les problèmes des pétitionnaires, et il pense qu'il a une chance. Le bureau national des lettres et des visites le reçoit, prend note de sa demande, puis renvoie le dossier au district. C'est-à-dire aux mêmes personnes. Il semble cependant que l'ordre de ce bureau national de rembourser les dettes du canton à Wu Boliang a eu un certain effet, même s'il n'a sans doute pas été décisif.

Ce circuit indique la façon dont la société chinoise est « intégrée » et « hiérarchisée » – du village au canton, au district, à la municipalité, à la province, à la tête de l'État, il y a une ligne verticale directe. Cependant, un problème local se traite et se résout au plan local, et l'interférence du tribunal de Fuzhou, des avocats et du bureau national des lettres et des visites, reste limitée, car le dossier revient toujours aux fonctionnaires locaux. La justice et l'institution des lettres et des visites ne sont pas indépendantes et n'ont pas le pouvoir de faire exécuter leurs jugements. Selon l'article « Comment une famille paysanne... » :

Et même un fonctionnaire du tribunal de Fuzhou a dit de façon privée à Wu Boliang que les difficultés d'exécution de sentences sont un

26. Jin Yongquan, « Yige nongmin jiating shi zenme zoudao pochan bianyuan de » (Comment une famille paysanne a été acculée à la faillite), *op. cit.*

27. *Ibid.*

phénomène courant ; que tu puisses déjà récupérer le fonds initial, c'est déjà bien ⁽²⁸⁾.

Cependant, la sentence du tribunal et l'aval du bureau des lettres et des visites ont été indispensables pour Wu Boliang, et il s'est appuyé toutes ces années sur eux pour faire valoir son bon droit.

Au cœur de l'affaire : l'argent, la face, l'honneur et le travail

Voici les paroles de Wu Boliang, prononcées en 2001, et citées dans son autobiographie incluse dans *Les derniers Chinois*:

J'ai gagné le procès au tribunal intermédiaire, mais personne n'a cru que le canton allait vraiment me rembourser : « toi, Wu Boliang, tu as fait perdre la face au canton, peuvent-ils donc te rendre ton argent ? » Avant le procès, personne ne croyait que je pouvais gagner. J'avais peur au fond de moi, mais je croyais en la justice. J'ai dit à mes créanciers qui me poursuivaient, « n'ayez pas peur, dès que le canton me rembourse, je vous rembourserai ». Les juges du tribunal sont venus quatre fois pour enquêter. Jusqu'à aujourd'hui, le canton ne m'a remboursé que 6 000 yuans, et j'ai moi-même mis dedans 3 000 yuans. Et tu sais combien ils me doivent ? Plus de 400 000 ! Je ne peux pas ne pas payer, même si je mourrais, comment être un homme dans ma prochaine réincarnation ? Et même pour ces 6 000 yuans, le juge m'a dit, « cela il ne faut absolument pas le dire à l'extérieur », il m'a dit que le canton voulait sauver la face. Il ne faut pas le dire, mais comment je peux faire comprendre cela à mes créanciers ? ⁽²⁹⁾

Un élément important de l'affaire est bien « la face » ⁽³⁰⁾ des protagonistes, y compris celle des institutions, et également celle des dirigeants. Un tel procès leur a fait perdre la face, raison pour laquelle ils en veulent à Wu Boliang d'avoir dévoilé et étalé en public cette affaire.

Mais Wu Boliang a lui aussi perdu la face, comme il l'écrit dans une lettre qu'il nous a transmise en 2012. Ce document éclaire la façon dont Wu Boliang voit les choses, douze ans après le procès :

Du fait que j'ai été balancé entre un coup en avant et un coup en arrière, cela a entraîné pour moi une perte de plus de 5 millions de yuans, dont les frais du procès, d'hôtel, de nourriture et d'autres dépenses qui comptent pour plus de 300 000 yuans, les sommes empruntées à des particuliers à des taux roulants dont les intérêts pour ces douze ans sont montées à plus de un 1 500 000 yuans ; la perte sur l'investissement des vergers s'est élevée à plus de 1 500 000 yuans, tandis que la perte de mon commerce de pesticides s'élève à plus de 1 500 000 yuans. En outre tout cela a dégradé ma santé pour une somme incalculable en argent : rien qu'en médicaments la somme s'élève à plus de 300 000 pour ces douze années. Aujourd'hui j'ai entièrement perdu ma capacité de travail, et ne peux plus subvenir à mes besoins. Tout cela a aussi entraîné une souffrance psychologique considérable. Alors que j'avais reçu autrefois le titre de « pionnier en sciences et technologie pour aider les pauvres », j'ai ainsi été acculé à la faillite, ma vie est un échec, je n'ai plus l'énergie pour développer mes vergers et la technique agricole, ma santé s'est

détériorée, mon entreprise familiale a été stoppée dans son développement, le plus triste c'est que je ne peux pas rembourser à temps mes dettes, mes paroles ne sont plus reconnues, je n'ai plus d'honneur et n'ai plus de face vis-à-vis des autres.

Wu Boliang commence par faire l'addition des sommes engagées qui représentent alors autour de 5 millions de yuans, soit beaucoup plus que les sommes mentionnées jusqu'à présent. Ses comptes mêlent ici les sommes empruntées et leurs intérêts, les sommes dépensées pour le procès et les visites aux bureaux des lettres et visites, les pertes sur investissements potentiels dans les vergers et les magasins, les dépenses de santé. Ce préjudice total a entraîné des conséquences économiques – l'arrêt du développement de l'entreprise de Wu Boliang, médicales – détérioration de sa santé – et psychologiques – souffrance incalculable. Mais le pire sur lequel Wu Boliang clôt cette liste de retombées est le déficit d'honneur et de face.

Finalement, ce que l'incapacité de remboursement entraîne n'est pas seulement une insolvabilité financière, mais implique des effets sociaux sur la vie et l'honneur de l'individu. En perdant la face, l'individu se désagrège, il n'a plus d'honneur, on ne lui parle plus, et il n'ose plus non plus parler aux autres, il devient une sorte d'exclu. Jin Yongquan raconte dans son article que : « Quand nous marchons dans le village, Wu Boliang évite de rencontrer les villageois, et ceux qu'il connaissait pourtant très bien ne viennent plus lui parler. »

Il n'est plus le paysan respecté le plus riche du village, il n'est plus le technicien honoré pour ses connaissances agricoles, il n'est plus le chef de village dont les autorités du canton reconnaissent « qu'il sait réfléchir » ⁽³¹⁾. Il devient un plaignant, c'est-à-dire une sorte de mendiant, qui utilise des ressources peu honorables pour récupérer ses fonds.

De la sorte, les sommes d'argent en cause représentent beaucoup plus que de simples quantités d'argent, elles sont surtout la mesure du statut social de l'individu. Dans la société chinoise des réformes économiques que Deng Xiaoping a lancées au début des années 1980 avec le mot d'ordre « enrichissez vous ! », le statut social, largement basé avant les réformes des « statuts de classes » (*jieji chengfen* 阶级成分) ⁽³²⁾, en est venu à être fondé exclusivement sur la capacité à s'enrichir. Wu Boliang a été respecté parce qu'il s'est enrichi rapidement et s'est élevé au dessus de sa condition de paysan pour intégrer celle de marchand. Mais son procès lui a fait perdre ce qui importe vraiment dans le statut, et qui ne se décompte pas en quantité monétaire, mais en qualité de respect social. Avec le procès, ce n'est donc pas seulement une somme d'argent qu'il perd, l'argent étant seulement la partie émergée de l'iceberg, c'est surtout la face chèrement acquise, qui joue en termes de valeur, et il devient un personnage controversé.

Enfin, en 2013, il semble que son énergie soit un peu revenue, il se plaint moins, des sommes lui ont bien été remboursées, sa santé s'améliore un peu, il a construit un nouveau bâtiment pour son magasin de pesticides et

28. *Ibid.*

29. Jin Yongquan, Chen Tong et Liu Chun (éds), *Zuihou de hanzu* (Les derniers Chinois), *op. cit.*, p. 203-204.

30. Sur la « face » dans la société chinoise, l'article de Hu Hsien Chin, « The Chinese Concepts of Face », *American Anthropologist*, vol. 46, 1944, p. 45-64, quoiqu'un peu ancien, reste une excellente présentation des différentes dimensions et de l'importance structurante de cette notion dans les relations sociales.

31. Jin Yongquan, Chen Tong et Liu Chun (éds), *Zuihou de hanzu* (Les derniers Chinois), *op. cit.*, p. 201.

32. Après 1949, la Chine communiste inscrit toute la population dans des « statuts de classe », en fonction des ressources économiques comptées pendant les trois ans précédant 1949. Ce système ne sera vraiment abandonné qu'à la fin des années 1970.

d'engrais au village. Et nous avons entendu les paroles suivantes : « il n'y a jamais eu d'affaire Wu Boliang, c'était juste un problème de communication ». Il a fallu cependant attendre 2014 pour arriver à une solution définitive mettant un terme à cette affaire, et qu'un contrat soit signé entre Wu Boliang et le canton.

Synthèse de l'analyse

L'affaire soulève trois points principaux : le problème de la représentation de la dette, le rôle de la négociation et du marchandage, et les possibilités d'action des agents à influencer les décisions politiques des niveaux supérieurs.

Dans l'introduction de l'ouvrage collectif *Lien de vie, nœud mortel – les représentations de la dette en Chine, au Japon et dans le monde indien*, Charles Malamoud indique que, pour les sociétés abordées dans l'ouvrage :

[...] la dette organise la vie sociale, et donc la vie de l'homme, en tant qu'être social : elle fait de sa présence au monde un réseau de liens, un filet qui l'emprisonne en même temps qu'il le soutient [...]. C'est là la trame même de la vie [...] (33).

Dans le village chinois de Shiyou d'aujourd'hui, et en contraste avec la période communiste d'avant les réformes, où propriétés et moyens de production étaient mis en commun, l'endettement auprès de parents et amis est redevenu une constante de la vie sociale. Aujourd'hui encore, ou à nouveau, et comme le note Michel Cartier dans son article du même ouvrage « Dette et propriété en Chine », et différemment des civilisations judéo-chrétienne et musulmane, « l'usure ne pose aucun problème idéologique » (34). Il n'y aurait en outre pas de lien dans la langue chinoise entre la dette morale et la dette matérielle, selon Viviane Alleton (35) dans le même recueil. En effet, l'affaire étudiée montre combien le règlement de la dette n'est pas une affaire de « moralité », de bien ou de mal, mais bien plus une affaire de relations sociales basées sur le statut des protagonistes. La demande du respect de la face évoquée dans la section précédente désigne le respect social de la personne de Wu Boliang comme celle de l'institution du gouvernement du canton, mais ne sous-entend aucunement leur caractère moral – la face repose sur la norme sociale de l'obligation de rendre, non parce que rendre serait « bien », mais parce que rendre perpétue et relance les relations sociales, tandis que « ne pas rendre » équivaut à un arrêt de ces relations, à une mise en échec responsable, sur le plan social, d'une perte de la face. Or de la face découle l'honneur, voire la vie même, comme le dit Wu Boliang à la fin de sa lettre :

Rendez-moi justice et équité ! Rendez-moi ma vie ! Rendez-moi mon honneur !

Le non remboursement de la dette par les autorités a pour Wu Boliang l'effet de lui ôter sa place dans la société, une place qu'il avait patiemment construite, avec beaucoup de travail et d'énergie, pour s'élever au plus haut niveau dans sa localité. Et cette place élevée n'aurait pas dû s'arrêter d'évoluer en s'élevant encore. Wu Boliang se plaint de ce que le développement de son entreprise familiale ait été stoppé, et il nous a aussi dit à plusieurs reprises que, sans le procès, il aurait suivi sa trajectoire en devenant millionnaire et serait aujourd'hui un grand patron immobilier. Ce que Wu Boliang discute dans sa plainte n'est pas de l'ordre de la moralité, au contraire,

il comptabilise très concrètement les effets financiers que la dette a pour lui, ainsi que leurs conséquences sociales directes. La perte de face est une perte de statut social, qui le déchoit de sa situation éminente, où la question de la « moralité » est secondaire.

Il n'y a pas non plus dans l'affaire de Wu Boliang de conflit entre, d'un côté « les bons », et de l'autre « les méchants ». Tous les cadres ne sont pas mauvais et certains ont fait tout ce qu'ils ont pu pour faire avancer le dossier. La responsabilité finale de l'affaire repose sur le système qui organise une chaîne de relations sociales dont les points névralgiques doivent être actionnés pour que les remboursements puissent être exécutés. Au fond, Wu Boliang et les autorités sont dégagés de tout sentiment moral vis-à-vis de leurs créanciers qu'ils font simplement attendre, parce que dans la société chinoise d'autrefois comme dans celle d'aujourd'hui, le statut de « maître de l'argent » (36), à la fois provient de et situe à une place sociale supérieure, offrant la possibilité de manipuler celle, subordonnée, inférieure, que l'on pourrait appeler le « serviteur de l'argent ». Comme le signale le verbe chinois *jie* 借 qui signifie tant « prêter » que « emprunter », seul le contexte déterminant l'un ou l'autre sens, les allées et venues de l'argent sont un même ordre de fait, mais elles sont déterminées par les statuts sociaux des protagonistes reliés hiérarchiquement dans une chaîne d'interdépendances. Dès lors, il est très difficile de se dégager de cette chaîne, chaque échelon essaie d'agir sur les autres, le canton demande des fonds au district, qui en demande à la municipalité, qui en demande à la province, qui s'adresse à l'État. Chaque échelon n'est qu'une étape, où les niveaux supérieurs ont le pouvoir et peuvent imposer leurs priorités temporelles, tandis que tout en bas, le niveau inférieur a pour seul recours la patience (ou la disparition, dans les cas extrêmes). De même, le procès a été entrepris, non pas tant par courage individuel de Wu Boliang, que parce qu'il a été lui-même poussé à cette extrémité : c'est parce que certains de ses créanciers commençaient à vouloir lui faire un procès, qu'il a alors été accusé à accuser le gouvernement du canton. Finalement, l'élément déclencheur repose peut-être simplement sur un conflit entre personnes au sein de la coopérative de crédit et du gouvernement du canton, deux entités que l'on considérerait pourtant comme associées, et Wu Boliang n'aurait été qu'un pion dans l'affaire, par sa position d'intermédiaire entre ces deux entités.

Un autre élément essentiel est le caractère de marchandage de toute l'affaire et l'importance de la négociation, ainsi que de l'attente. Certes, les cabinets d'avocats ont comptabilisé très exactement les sommes dues à Wu Boliang, et le tribunal a aussi enquêté sur cela pour prononcer sa sentence. Ce qui n'a pas empêché un responsable de signifier à Wu Boliang qu'il devrait « demander moins ». Bien que cela soit en grande partie dû à l'énormité de la somme atteinte par les intérêts, il est néanmoins intéressant d'analyser ce marchandage, qui se traduit par de longues négociations. Les autorités marchandent, tergiversent, font durer l'affaire, pendant que Wu Boliang court partout chercher des soutiens, et qu'en même temps lui aussi

33. Charles Malamoud (éd.), *Lien de vie, nœud mortel – les représentations de la dette en Chine, au Japon et dans le monde indien*, Paris, Ed. de l'EHESS, 1988, p. 14.

34. Michel Cartier, « Dette et propriété en Chine », in Charles Malamoud (éd.), *Lien de vie, nœud mortel – les représentations de la dette en Chine, au Japon et dans le monde indien*, op. cit., p. 17-30.

35. Viviane Alleton, « Les expressions de la dette et du devoir en chinois », in Charles Malamoud (éd.), *Lien de vie, nœud mortel – les représentations de la dette en Chine, au Japon et dans le monde indien*, op. cit., p. 169 – 186.

36. Selon Michel Cartier : « [...] le possesseur – ou le "maître" - d'argent occupe une position supérieure puisqu'il n'apparaît pour ainsi dire jamais en situation de demandeur ». Michel Cartier, « Dette et propriété en Chine », in Charles Malamoud (éd.), *Lien de vie, nœud mortel – les représentations de la dette en Chine, au Japon et dans le monde indien*, op. cit., p. 17-30.

marchande, tergiverse, fait durer l'affaire vis-à-vis de ses propres créanciers. Tous ont la même attitude et le même comportement, tandis que les créanciers finaux peuvent attendre. Cependant, la Chine se développant, l'inflation et les taux d'intérêts des crédits augmentent.

Finalement Wu Boliang et le gouvernement du canton diffèrent sur la façon dont ils assument la responsabilité de l'affaire : tandis que Wu Boliang envisage la faillite, un fait qui aura pourtant des conséquences jusque dans sa prochaine réincarnation où il ne pourra pas « être un homme »⁽³⁷⁾, les autorités ont eu, pendant de longues années, peu de souci des conséquences pour Wu Boliang. Car leur situation de supériorité hiérarchique fait qu'elles utilisent pour gouverner, non pas une autorité morale ou sociale, mais leur structure administrative, leur maîtrise du temps, et leur pouvoir autoritaire, contre lequel les individus, les familles, les groupes privés ont peu de recours pour obtenir des soutiens.

Cependant, de tels espaces existent. Tels le tribunal et les bureaux des lettres et des visites. Comme le souligne Isabelle Thireau dans son ouvrage déjà cité sur cette institution :

Aux administrations locales, les auteurs de témoignages demandent enfin des services publics et des institutions justes – c'est-à-dire qui cessent de reconnaître à certains (non dans les textes mais dans la pratique) des avantages, des privilèges ou des pouvoirs exorbitants. Certes, ces attentes ne portent pas sur les formes politiques proprement dites du régime ou sur le contenu des lois et des mesures adoptées ; elles n'en sont pas moins politiques et relèvent bien du champ sans cesse retravaillé de la démocratie⁽³⁸⁾.

Sans la sentence du tribunal, et sans le soutien du bureau des lettres et des visites, les appels de Wu Boliang aux gouvernements du canton et du district n'auraient eu aucune légitimité. Mais ces institutions n'ont pas assez de poids en elles-mêmes pour faire exécuter leurs décisions. D'où le troisième acteur finalement mobilisé par Wu Boliang : les médias. L'article publié dans un quotidien national reconnu en 2010 a en effet été un levier important de l'affaire.

Cependant, il a fallu attendre encore quatre ans pour atteindre une résolution complète. Peut-être que le mouvement politique anti-corruption engagé au niveau national en Chine depuis 2013 a mis une forte pression sur les autorités locales pour les engager à résoudre les litiges dans leurs circonscriptions.

Conclusion

Le cas personnel d'un homme dans une seule affaire d'emprunt révèle le poids des institutions et la relativité de la position des protagonistes vis-à-vis de celles-ci. Mais encore, l'importance de l'idéologie familialiste et hiérarchique, étendue à toutes les relations sociales, emprisonne encore, tant les villageois que les cadres, dans le filet des services et des statuts, et organise le rapport à la dette. Les individus sont des rouages au service des institutions, distingués éventuellement par la part de face qu'ils ont réussi à accumuler, ou au contraire par le déshonneur qu'ils n'ont pas réussi à éviter, l'une et l'autre se manifestant dans leur statut relatif, qui rejaillissent non seulement sur leur propre personne, mais surtout sur leurs groupes d'appartenances que sont la famille, le village, les administrations. La chaîne d'interdépendances est encore aujourd'hui très présente, il est extrêmement difficile de la modifier, sa manipulation constante par les agents ne la rend

que plus prégnante, faisant que l'autonomie n'est pas une valeur agie dans cette société. Néanmoins la présence d'acteurs œuvrant pour la justice, que ce soient le tribunal, le bureau des lettres et des visites, et les médias, font qu'aujourd'hui en Chine, même des paysans de statut inférieur peuvent ambitionner de réaliser leurs rêves ; corrélativement, quand le hasard ou l'adversité font qu'ils se heurtent au pouvoir établi, ces acteurs leur offrent une base de soutien, indispensable, mais souvent insuffisante, en tout cas à court et moyen terme, comme le montre l'affaire étudiée ici, résolue quatorze ans après.

Si l'on revient à Wu Boliang lui-même, en tant qu'individu exemplaire, il faut reconnaître qu'ont aussi fortement joué son intelligence, son courage, sa ténacité, sa capacité à mobiliser ses relations sociales. Malgré les difficultés auxquelles il a dû faire face, Wu Boliang n'a jamais eu un discours de désespoir ni de dissidence, même s'il attribue sa mauvaise santé directement à son affaire. Il a toujours continué à rechercher des solutions dans le contexte social qui est le sien. L'article « Comment une famille paysanne... » se termine en rappelant cette parole de Wu Boliang : « Je crois encore à la loi, je crois encore au gouvernement ! »⁽³⁹⁾ Wu Boliang est un homme « de ce monde », et il a, contre vents et marées, conservé son respect envers la loi et l'autorité. Son long combat ne l'a pas empêché de garder espoir vis-à-vis de la société chinoise actuelle. Son attachement à son village natal, et le souci constant qu'il a pour lui, montrent aussi qu'il est également toujours resté un homme de sa terre, peut-être en ce sens un des « Derniers Chinois ».

■ Catherine Capdeville-Zeng est professeure d'anthropologie de la Chine au département d'Études chinoises de l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO) à Paris.
INALCO, 65 Rue des Grands Moulins, 75013 Paris, France
(catherine.capdeville@inalco.fr).

Article reçu le 29 novembre 2014. Accepté le 20 octobre 2016.

37. Jin Yongquan, Chen Tong et Liu Chun (éds), *Zuihou de hanzu* (Les derniers Chinois), op. cit., p. 204. Dans la pensée villageoise populaire influencée par le bouddhisme, un homme qui ne s'est pas bien comporté dans sa vie sera réincarné en animal et non pas en être humain.
38. Isabelle Thireau, *Les ruses de la démocratie en Chine – protester en Chine*, op. cit., p. 435.
39. Jin Yongquan, « Yige nongmin jiating shi zenme zoudao pochao bianyuan de » (Comment une famille paysanne a été acculée à la faillite), op. cit.